

LE SOCIALISME

DOCUMENT

Rejetant la « *solution à deux États* » des bantoustans, Mandla Mandela appelle à un État démocratique unique en Palestine

<https://english.almayadeen.net/articles/analysis/rejecting-the-bantustan--two-state-solution---mandla-mandela>

Le 24 décembre 2023

Washington et les Israéliens comprennent que la feuille de vigne des « *deux États* » cache l'apartheid et empêche la construction d'un vaste mouvement anti-apartheid.

La pierre de touche populaire mais fallacieuse d'une résolution politique en Palestine a été une « *solution à deux États* ». Washington y revient constamment et, ce qui est plus inquiétant, c'est aussi le cas de nombreux amis internationaux de la Palestine. Pourtant, face au régime d'apartheid, cette idée est dépassée et hors de propos, a souligné le dirigeant sud-africain Mandla Mandela lors de la 5e Convention mondiale de solidarité avec la Palestine, du 3 au 5 décembre à Johannesburg.

Mandla Mandela, petit-fils de Nelson, chef de la Fondation Mandela, chef de clan et membre du Parlement de l'ANC, a appelé à une campagne anti-apartheid mondiale visant à démanteler le régime israélien, rejetant la « *solution à deux États* » de type bantoustan, et appelant à un État démocratique unique en Palestine.

Les Sud-Africains connaissent les bantoustans : c'étaient ce qu'on appelait les « *homelands* » indigènes – de petites enclaves créées pour contribuer à faire respecter l'apartheid et empêcher la démocratie en Afrique du Sud. La proposition la plus récente de « *deux États* », présentée par l'administration Trump en 2020, partage de nombreuses caractéristiques avec ces bantoustans. Mais rares sont ceux qui, en dehors de l'Afrique du Sud, se souviennent de cette histoire en détail.

La « *solution à deux États* » semble bénéficier du soutien des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies depuis 1967 (n° 242 et ses successeurs), mais le droit « *à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de chaque État de la région et son droit de vivre en paix à l'intérieur* » "des frontières sûres et reconnues" étaient conditionnelles au retrait israélien "des territoires occupés lors du récent conflit". Le régime israélien n'a jamais rempli cette condition. Les accords d'Oslo des années 1990 ont vu l'OLP reconnaître un "État israélien", sur la base que la colonisation la Cisjordanie prendrait fin et un État palestinien émergerait. Ces conditions n'ont jamais été remplies.

L'analyste chevronné Rashid Khalidi, un éminent spécialiste américain de la Palestine, affirme qu'il n'y a jamais eu de tentative sérieuse de la part des Israéliens ou de Washington de créer un État arabe qui serait « *souverain, contigu et viable* ». Les Arabes israéliens (dans

la « *Palestine de 1948* »), l'émergence d'un régime d'apartheid ouvert en Cisjordanie et les massacres périodiques à Gaza ont imposé une nouvelle réalité.

Pourtant, le prétexte de « *deux États* » et le mythe d'un « *retour aux frontières de 1967* » (un fantasme détruit par la colonisation israélienne constante des territoires occupés) sont maintenus pour obscurcir la réalité d'un régime israélien d'apartheid prédateur qui ne pourra jamais co-exister avec une Palestine indépendante. Washington et les Israéliens comprennent que la feuille de vigne des « *deux États* » cache l'apartheid et empêche la construction d'un vaste mouvement anti-apartheid.

Cette voie est obscurcie par le mythe des « *deux États* », comme l'ont souligné deux anciens premiers ministres israéliens. En 2017, l'ancien Premier ministre Ehud Barak a averti que le régime était « *sur une pente glissante* » vers l'apartheid. De même, l'ancien Premier ministre Ehud Olmert (2007) a déclaré : « *Si le jour vient où [l'idée d'une] solution à deux États s'effondre et que nous sommes confrontés à une lutte à la manière sud-africaine pour l'égalité des droits de vote, alors nous serons confrontés à un « apartheid ». -comme une lutte... [et] l'État d'Israël est fini.* »

Le « *plan de paix* » de Trump de 2020 est la version la plus récente et la plus détaillée de l'idée trompeuse de « *deux États* ». Il a soutenu les annexions illégales de la Cisjordanie, du Golan syrien et de la partie orientale d'Al-Qods, en essayant de « *normaliser* » ces violations des accords internationaux antérieurs et en offrant des terres désertiques en « *compensation* ». Ces dernières années, ces « *colonies* » se sont développées au point qu'il y a plus de 700 000 colons israéliens en Cisjordanie. Malgré les protestations internationales silencieuses, le soutien de « *Tel Aviv* » à ce processus rend peu probable que les « *colons* » puissent (comme cela a été le cas à Gaza) simplement être persuadés de faire leurs valises et de rentrer chez eux. Dans le cadre du « *plan de paix* » de Trump, le contrôle total israélien sur les frontières, la sécurité et même l'éducation serait maintenu. Il s'agit là d'un parallèle étroit avec la politique bantoustan de l'apartheid en Afrique du Sud, comme l'a observé Mandla Mandela.

La lutte palestinienne peut et doit tirer d'importantes leçons des campagnes anti-apartheid de l'Afrique du Sud et s'appuyer sur le capital politique qu'elles ont construit, y compris dans les résolutions internationales. Tout d'abord, en 1973, les Nations Unies ont déclaré l'apartheid crime contre l'humanité, punissable en vertu du Statut de Rome de 1988 de la Cour pénale internationale. La discrimination raciale systématique est un crime qui ne devrait pas être aidé ou encouragé, et l'entité israélienne a été déclarée régime d'apartheid par six rapports indépendants. Comme le soulignent les juristes Richard Falk et Virginia Tilley (2017), « *les États ont un devoir collectif : (a) de ne pas reconnaître un régime d'apartheid comme étant légal ; (b) ne pas aider ou assister un État à maintenir un régime d'apartheid ; et (c) coopérer avec les Nations Unies et d'autres États pour mettre fin aux régimes d'apartheid. Ce devoir milite contre la reconnaissance ou le soutien du régime de l'apartheid en tant qu'« État ».*

Deuxièmement, alors que le régime de l'apartheid sud-africain tentait de présenter les enclaves du bantoustan comme une forme de « *autodétermination* », cette idée a été rejetée à la fois par les Sud-Africains noirs et par les Nations Unies. L'archevêque Desmond Tutu a déclaré que les enclaves tribales n'avaient rien à voir avec la réalité sud-africaine : « *nous sommes complètement détribalisés, c'est le gouvernement de l'Afrique du Sud qui a cherché à exacerber les sentiments tribaux.* » La politique et la pratique des Bantoustans visaient à renforcer l'apartheid en forçant la population majoritairement noire d'Afrique sur 13 % des

terres du pays, avec peu de ressources et de services de base. Pourtant, on comptait sur les chefs collaborateurs comme Gatsha Buthelezi du KwaZulu pour présenter un vernis d'« *indépendance* » tribale. Cette politique bantoustane, y compris les « *Bantous* » de troisième classe « *Le système éducatif* », qui a débuté dans les années 1950 et a catalysé d'énormes protestations, était considéré comme « *l'extension territoriale logique de l'apartheid à la fois en tant que politique générale et mode de vie pour les Blancs en tant que tribu unique préférée aux Noirs en tant qu'ensemble de tribus inférieures* ». "

Dans les années 1970, trois résolutions de l'ONU ont été adoptées, condamnant la politique des bantoustans. En 1971, la résolution 2775 E (XXVI) de l'Assemblée générale sur la création des bantoustans a condamné cette pratique comme « en application de l'apartheid », « *violant le droit à l'autodétermination* » et « *préjudiciable à l'intégrité territoriale* ». En 1975, la résolution 3411 D (XXX) de l'Assemblée générale sur l'apartheid condamnait à nouveau la politique des bantoustans, et en 1976, l'Assemblée générale adoptait à l'unanimité (avec l'abstention des États-Unis) la résolution 31/6 qui condamnait la désignation d'un bantoustan « *indépendant* » du Transkei comme « *une fausse indépendance* », appelant tous les gouvernements à ne pas la reconnaître et à interdire les relations avec l'entité artificielle. L'ONU a donc condamné avec autorité la création de petites enclaves subordonnées au lieu de l'autodétermination nationale pour les Sud-Africains noirs.

Tout comme l'Afrique du Sud de l'apartheid a tenté de forcer la population majoritairement noire à s'installer sur 13 % du territoire du pays, les Israéliens ont contraint les Palestiniens à vivre dans des enclaves de plus en plus restreintes, toutes contrôlées par le régime israélien.

Même si la population arabe palestinienne d'aujourd'hui, selon les responsables israéliens, est à peu près la même que la population juive, le contrôle de la population israélienne sur la terre et les ressources est extrêmement inégal. Les soi-disant territoires palestiniens représentent environ 22 % de la Palestine historique et, sur ce total, plus de la moitié est sous contrôle israélien exclusif Anera.

Les apologistes sionistes tentent de justifier le vol constant de terres en disant, premièrement, que les Israéliens ont acquis ces terres par conquête militaire (dans l'ère postcoloniale, la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies a déclaré de telles revendications nulles et non avenues) et deuxièmement, que les Palestiniens en ont acquis le contrôle d'une manière ou d'une autre sur terre pour « *la première fois* » dans le cadre des accords d'Oslo. En fait, les Palestiniens ont perdu encore plus de terres à cause de « *l'annexion* » israélienne après les accords d'Oslo.

Le lobby israélien a abusé sans relâche du chef Mandla Mandela. Répondant à ses accusations selon lesquelles « *Israël* » avait « *commis un génocide et des crimes contre l'humanité* », Tali Feinberg a affirmé que « *le vitriol anti-israélien de Mandla contraste avec l'héritage de son grand-père* ». En effet, Nelson Mandela a rencontré le Premier ministre israélien Ehud Barak et le président Ezer Weizman et a déclaré, en 1999 : « *Je ne peux pas concevoir qu'Israël se retire si les États arabes ne reconnaissent pas Israël à l'intérieur de frontières sûres.* » Feinberg attribue la position anti-« *Israël* » de Mandla à sa conversion à l'islam.

Cependant, Nelson Mandla réagissait aux circonstances du début des années 1990, lorsque son ami Yasser Arafat était engagé dans les accords d'Oslo, et qu'aucun rapport sur le caractère d'apartheid du régime colonial israélien n'avait encore été publié. Après l'échec des

accords d'Oslo et après six rapports indépendants qualifiant « Israël » de régime d'apartheid, le chef Mandla a le droit d'ajuster sa réponse.

Le soutien à la résistance armée et civile en Palestine a été un élément caractéristique du plaidoyer du chef Mandla Mandela. Après tout, c'est son grand-père qui a créé uMkhonto we Siswe (MK, la lance de la nation), la branche armée de l'ANC, alors que toutes les autres voies avaient échoué. Ainsi, à l'heure où les régimes occidentaux tentent de qualifier toute résistance palestinienne de « *terrorisme* », le chef Mandela a exhorté les factions « *à se rassembler et à mener des opérations conjointes* » pour défendre leur terre. Il a également soutenu l'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre le régime israélien.

Après la conférence de décembre 2023 à Johannesburg, Mandla Mandela se tenait aux côtés des dirigeants de diverses factions de la Résistance palestinienne au Government House de Pretoria. Rappelant la célèbre citation de son grand-père : « *Nous savons trop bien que notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens* », Mandla Mandela a reconnu que les Palestiniens avaient le « droit absolu » à la terre de leurs ancêtres en utilisant tous les moyens disponibles, y compris la résistance armée.

Le chef Mandela a clairement indiqué que l'appel à une libération véritable et significative de la Palestine, du Jourdain à la mer Méditerranée, signifiait une solution à un seul État pour les Palestiniens autochtones, y compris le droit inaliénable au retour de plus de sept millions de réfugiés et de leurs descendants, déplacés depuis 1948.

Mandla Mandela a appelé le président sud-africain Cyril Ramaphosa à abandonner « *l'illusion de deux États* » en faveur d'un seul État démocratique pour tous les peuples autochtones de Palestine, en abandonnant le développement séparé, le racisme et l'apartheid en Palestine occupée.

Les vétérans et dirigeants sud-africains disposent d'une expérience unique et d'une autorité morale pour dénoncer les propositions de type bantoustan qui détournent la lutte palestinienne de ses objectifs émancipateurs.